



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 410 en date du 18.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle <https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html> et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – GOUVERNEMENT EN MOLDAVIE – « La situation politique se normalise »**
- 2 – JOURNALISTE EN FRANCE – « En soutien au journaliste Taha Bouhafis »**
- 3 – JOURNALISTES EN SUISSE – « En Suisse, le journal « le Temps » affiche l'absence de ses journalistes femmes »**
- 4 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « Adoption d'une nouvelle charte éthique »**
- 5 – EDITION – « Ces cons de journalistes ! d'Olivier Goujon »**
- 6 – JOURNAL EN FRANCE – « Une soirée pour aider à sauver le journal "l'Humanité" »**
- 7 – GOUVERNEMENT AUX COMORES – « Marquée par la continuité, la nouvelle équipe gouvernementale est formée de quinze membres »**
- 8 – MEDIAS EN ASIE – « A Siem Reap, un sommet des médias régionaux sans liberté de la presse »**
- 9 – FACEBOOK – « Facebook supprime des fonctions du Graph Search pour limiter la facilité de recherche poussée »**
- 10 – – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE – « Naissance, enfin, de la section Tunisie de l'UPF » (composition de son bureau)**
- 11 – DECES ANCIEN PRESIDENT EN EGYPTTE – « L'ex-président égyptien Mohamed Morsi meurt après un malaise au tribunal »**

1 – GOUVERNEMENT EN MOLDAVIE – « La situation politique se normalise »

1) <http://www.rfi.fr/europe/20190614-moldavie-paralysee-entre-deux-gouvernements-concurrents>

Vendredi 14 juin 2019
Par Sébastien Gobert

Un des pays les plus pauvres d'Europe, la Moldavie est engagée dans une crise politique inédite depuis son indépendance, en 1991. Après un blocage institutionnel de trois mois, le pays a été paralysé pendant 5 jours entre deux gouvernements concurrents. Après un face-à-face qui menaçait d'une escalade des tensions, l'oligarque Vladimir Plahotniuc, surnommé le « kidnappeur de la Moldavie » depuis des années, semble avoir lâché prise. Le gouvernement de Pavel Filip qu'il contrôlait démissionne, laissant la voie libre à une coalition hétéroclite, soutenue par Occidentaux et Russes. La crise n'est pourtant pas résolue : l'oligarque insiste sur la tenue d'élections anticipées.

C'est en général à ses mesures désespérées que l'on reconnaît un régime politique aux abois. À en juger par les récents développements à Chisinau, le régime en place depuis plusieurs années en Moldavie était bien à l'agonie. L'ancien gouvernement de Pavel Filip y a multiplié les passages en force à visage découvert, afin de sauvegarder l'empire de l'oligarque Vladimir Plahotniuc. Ce dernier est le responsable de la « capture » de l'État, tel que dénoncé par le Parlement européen en novembre 2018. Des chaînes de télévision à la Cour constitutionnelle, Vladimir Plahotniuc avait tout à perdre dans une alternance politique. C'est donc sans subtilité aucune que lui et ses partisans s'étaient engagés dans un coup d'État constitutionnel depuis le 9 juin.

En cause, le blocage politique hérité des élections législatives de février. Quatre partis étaient entrés au *Parlamentul* (Parlement) sans y obtenir de majorité claire. Le Parti démocrate de Vladimir Plahotniuc, officiellement pro-occidental, mais discrédité pour ses abus et scandales de corruption, avait mené des négociations avec le Parti des socialistes. Celui-ci est dirigé par le président Igor Dodon, un nostalgique de l'URSS qui entretient une relation personnelle avec Vladimir Poutine. L'alliance pouvait surprendre au premier abord. Elle était toutefois justifiée par un historique de coopérations plus ou moins douteuses entre Vladimir Plahotniuc et Igor Dodon. La plate-forme Acum (« Maintenant ») des réformateurs Maia Sandu et Andrei Nastase s'était plantée comme rabat-joie des négociations, avec son programme rigide de lutte contre la corruption et « désoligarquisation » du pays.

La Moldavie, « le Venezuela d'Europe » ?

Les pourparlers s'étaient éternisés, jusqu'à l'annonce surprise, le 8 juin, d'un accord de gouvernement entre les socialistes et l'Acum qui faisait de Maia Sandu la Première ministre. L'accord faisait suite à un ballet de diplomates de haut rang venus de Washington, de Bruxelles et de Moscou. Le Parlement avait institué le gouvernement et adopté une déclaration sur la lutte contre la « capture des institutions d'État ». Directement visé, Vladimir Plahotniuc a réagi instantanément : la Cour constitutionnelle, qu'il contrôle depuis 2017, n'a pas reconnu le nouveau gouvernement, a destitué Igor Dodon, pour le remplacer par le Premier ministre Pavel Filip.

Celui-ci a dissous le Parlement, et annoncé des élections anticipées pour le 6 septembre. Entre contestations dans le pays et un esclandre international, la Moldavie a vécu donc avec deux gouvernements, et deux présidents concurrents. Selon l'éditorialiste Leonid Bershidsky, la Moldavie était devenue « *le Venezuela d'Europe* ». Le dénouement surprise du 14 juin est accueilli comme une sortie de crise. Pourtant, Vladimir Plahotniuc persiste à réclamer la tenue d'élections anticipées. « *C'est la seule solution pour que le nouveau gouvernement soit légitime* », déclare-t-il. En filigrane, il nie donc la légitimité du gouvernement de Maia Sandu. Contrairement au Venezuela, la Moldavie n'a pas encore connu de violences. L'armée a déclaré sa neutralité. Le chef de la police nationale, Alexandru Panzari, a cependant refusé de reconnaître l'autorité du nouveau ministre de l'Intérieur, qui n'est autre qu'Andrei Nastase. Ce dernier s'est heurté le 12 juin à un barrage d'hommes cagoulés alors qu'il tentait de visiter les bureaux de la police nationale. Alexandru Panzari a démis 6 policiers de leurs fonctions après qu'ils ont reconnu l'autorité du nouveau ministre, créant ainsi un dangereux précédent. Le recours à la violence policière constituerait une mesure désespérée de plus du régime de Vladimir Plahotniuc. Plusieurs dizaines de ses partisans campent dans le centre-ville depuis plusieurs jours. Chaque camp semble se préparer à des provocations en marge d'une manifestation appelée par l'Acum et les socialistes, dimanche 16 juin, même si la marche de protestation est désormais changée en une « *marche de la solidarité* ».

Sur la scène diplomatique, les initiatives de Vladimir Plahotniuc ne sont guère plus subtiles. Lui qui avait tenu un discours pro-occidental pendant des années, tout en entretenant des relations d'affaires douteuses en Russie, est discrédité aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Alors pour revenir dans les bonnes grâces de Donald Trump, Pavel Filip vient d'annoncer le transfert de l'ambassade de Moldavie en Israël à Jérusalem. Dans le même temps, il aurait transmis un plan à Dmitri Kozak, représentant de Vladimir Poutine en Moldavie, pour une fédéralisation du pays. La fédéralisation, de la Moldavie comme de l'Ukraine, est perçue comme l'un des vœux chers du Kremlin, dans la mesure où elle paralyserait toute initiative d'adhésion à l'UE ou à l'Otan. Ni Washington ni Moscou n'ont visiblement mordu à l'appât. Vladimir Poutine s'est même fendu d'une déclaration de soutien direct à Igor Dodon contre « *l'usurpation des structures d'État par les oligarques* ». La Moldavie constitue ainsi un exemple inédit : depuis l'annexion illégale de la Crimée en 2014, c'est la première fois que Russes et Occidentaux semblent oeuvrer ensemble pour poursuivre le même objectif stratégique : le renversement du régime de Vladimir Plahotniuc et la reconnaissance du gouvernement légalement élu. Avec succès, semble-t-il.

« Dernière chance »

Pour autant, la crise n'est pas totalement achevée. Vladimir Plahotniuc, isolé, contrôle encore l'essentiel du pays. Dans la course aux élections anticipées qui s'annonce, il peut aussi compter sur la fragilité de l'opposition. L'incorruptible Maia Sandu a dénoncé à de multiples reprises les abus d'Igor Dodon, réputé pour des affaires opaques et ses investissements immobiliers inexpliqués en Suisse. L'alliance entre l'Acum et les socialistes n'est motivée que par la seule destitution du régime de Vladimir Plahotniuc : elle n'offre pas de base à un programme de gouvernement cohérent que les deux partis présenteraient aux électeurs.

La coalition aux pieds d'argile des socialistes et de l'Acum est aussi contrainte dans sa capacité de mobilisation. La Moldavie souffre d'une émigration dramatique de sa population, qui a déchu de 4,5 millions d'habitants à l'indépendance en 1991 à tout juste 3 millions aujourd'hui. La société civile s'est retrouvée amputée d'une large partie de ses forces vives, qui s'est traduite par une participation *a minima* des Moldaves dans le processus politique. Les élections de février n'ont intéressé que 49,23% des électeurs. La mobilisation de dimanche 16 juin est donc cruciale. Pour Maia Sandu, elle est même existentielle : « *Les Moldaves sont partis, car ils ne voyaient pas d'avenir dans le développement du pays. C'est notre dernière chance* ».

2) <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Moldavie-situation-politique-normalise-2019-06-15-1201029029>

Samedi 15 juin 2019

Une semaine après la formation d'un nouveau gouvernement, le parti démocrate contrôlé par l'oligarque Vlad Plahotniuc a accepté de céder le pouvoir pour mettre fin à la crise politique dans ce petit État situé entre l'Ukraine et la Roumanie.

Au terme d'une semaine confuse, la situation politique semble s'éclaircir à Chisinau, capitale de la Moldavie, ex-république soviétique coincée entre l'Ukraine et la Roumanie, où deux gouvernements revendiquaient jusqu'à vendredi 14 juin la légitimité du pouvoir. Le Parti démocrate, au pouvoir depuis 2015, et contrôlé par l'oligarque Vlad Plahotniuc, a accepté de céder le pouvoir à la nouvelle coalition majoritaire formée le week-end dernier.

« *Nous allons entrer dans l'opposition* », a déclaré à la télévision le vice-président du Parti démocrate Vladimir Cebotari, tout en accusant la coalition de refuser le dialogue. Une décision de « transfert pacifique du pouvoir », saluée par les États-Unis et la plupart des observateurs étrangers qui craignaient un regain de tension dans ce pays dimanche 16 juin lors de la grande manifestation organisée à l'appel du président socialiste Igor Dodon, soutien de la nouvelle coalition.

Un coup de force institutionnel

Alors que les élections législatives de février dernier n'avaient pas permis de dégager une majorité claire au Parlement, la formation d'une alliance inédite entre les socialistes pro-russes et les pro-occidentaux du parti Acum a créé la surprise et abouti à la nomination d'un nouveau gouvernement dirigée par, la proeuropéenne Maïa Sandu. Mais le gouvernement en place, dirigé par Pavel Filip a refusé de céder le pouvoir et ses partisans ont tenté un véritable coup de force institutionnel.

La Cour constitutionnelle a ainsi relevé de ses fonctions le président pro-russe Igor Dodon, élu en 2016 et l'a remplacé par Pavel Filip qui a aussitôt dissous le Parlement et convoqué des législatives anticipées. Le président a répliqué en annulant mardi la dissolution du Parlement, renforçant le bras de fer entre les deux gouvernements. Les bâtiments officiels – gouvernement, ministères, bâtiments administratifs sensibles – étaient gardés jour et nuit par des « militants » du milliardaire. Et les fonctionnaires demeuraient attentistes ou fidèles à l'ancien gouvernement.

Devant la persistance du blocage, Maia Sandu et Igor Dodon s'étaient résolus à appeler leurs soutiens à manifester dimanche au centre de Chisinau. Un rassemblement jugé à haut risque, le jour de la Pentecôte, une fête religieuse importante en Moldavie.

La décision du parti démocrate annoncée vendredi devrait permettre un retour rapide à la normale et apaiser les tensions dans ce pays.

2 – JOURNALISTE EN FRANCE – « En soutien au journaliste Taha Bouhafs » **https://www.liberation.fr/france/2019/06/14/en-soutien-au-journaliste-taha-bouhafs_1733769**

Vendredi 14 juin 2019

Par un collectif de sociétés de journalistes et rédacteurs

Communiqué commun d'une vingtaine de sociétés de journalistes et de rédacteurs, dont celle de « Libération », après l'interpellation du journaliste de Là-bas si j'y suis, qui a porté plainte pour violences, et dont le téléphone a été confisqué.

Le journaliste Taha Bouhafs a été interpellé le 11 juin alors qu'il réalisait un reportage sur une manifestation de soutien à des travailleurs sans papiers dans un centre Chronopost à Alfortville (Val-de-Marne), pour le site d'information Là-bas si j'y suis. Selon une source policière citée par l'AFP, les forces de l'ordre ont dû intervenir pour empêcher des manifestants de s'introduire dans l'entreprise. C'est à ce moment-là que le journaliste Taha Bouhafs a été interpellé, alors même, dit-il, qu'il avait mentionné son statut de journaliste. Il a ensuite été placé en garde à vue. A l'issue de cette dernière, le 12 juin, il s'est vu remettre une convocation au tribunal de Créteil pour être jugé le 25 février 2020 pour « *outrage et rébellion sur une personne dépositaire de l'autorité publique* ».

Le reporter explique avoir été, durant son interpellation, violenté à de multiples reprises par la police. Dans une vidéo, on l'entend se plaindre d'avoir l'épaule déboîtée. Il s'est vu prescrire 10 jours d'ITT (incapacité totale de travail) et trois semaines d'arrêt. L'avocat de Taha Bouhafs, M^e Arié Alimi, a annoncé avoir déposé plainte pour « *violences par une personne dépositaire de l'autorité publique* ». Le site Là-bas si j'y suis, qui emploie le reporter, a également dénoncé une « *interpellation abusive* ». Par ailleurs, les policiers ont saisi son téléphone, sur lequel sont disponibles les images de son arrestation. Confisquer ce qui constitue son principal outil de travail équivaut à l'empêcher d'exercer sa profession en le privant d'accès à ses échanges, à ses images, à ses communications et à ses contacts.

Les sociétés de journalistes et de rédacteurs signataires du présent texte dénoncent une nouvelle atteinte à la liberté de la presse, mais aussi au secret des sources, pierre angulaire de notre profession. Les journalistes ne peuvent tolérer d'être régulièrement pris pour cibles par les forces de l'ordre dans le cadre de l'exercice de leur métier.

Signataires :

Les sociétés des journalistes, des rédacteurs et/ou des personnels de l'AFP, Arte, BFM TV, *Courrier international*, *les Echos*, *l'Express*, France Culture, Franceinfo.fr, France 24, *l'Humanité*, *le JDD*, *Libération*, le Média, *Mediapart*, *le Monde*, *l'Obs*, *Paris Match*, *Sud Ouest*, *Télérama*, TV5 Monde et les rédactions des *Jours* et de *Reporterre*.

3 – JOURNALISTES EN SUISSE – « En Suisse, le journal « le Temps » affiche l'absence de ses journalistes femmes »

<https://www.nouvelobs.com/societe/20190614.OBS14405/en-suisse-le-journal-le-temps-affiche-l-absence-de-ses-journalistes-femmes.html>

Vendredi 14 juin 2019

Le quotidien a voulu marquer le coup, montrant l'importance du travail de ces femmes à l'occasion d'une « grève nationale ».

« *Il manque ici un coup de cœur pour le week-end.* » Ce vendredi 14 juin, le quotidien suisse « le Temps » est orphelin de ses journalistes participant à la grande « grève » nationale des femmes. Pour marquer le coup, le média a choisi d'afficher leur absence.

Marie-Amaëlle Touré, Isabelle Boudjkhi, Rachel Richterich et bien d'autres : leurs noms s'affichent sur la page d'accueil du site du média à la place des articles qu'elles auraient dû écrire ce vendredi. « *Les femmes représentent 40 % de l'effectif du "Temps", tous services confondus.* » est-il écrit en lieu et place de ces articles, suivi du nombre de femmes présentes dans chaque rubrique esseulée.

« *L'actualité suisse est couverte par 12 personnes, dont cinq femmes. Voilà pourquoi il manque quelque chose dans cet article, sa substance...* », peut-on lire dans un article presque vide de la rubrique Suisse.

Des colonnes vides dans l'édition papier

Dans sa version papier également, l'absence des femmes journalistes se fait sentir : en une, une colonne est intégralement écrite en latin, texte généré automatiquement par les logiciels d'édition pour calibrer le contenu d'une page. A l'intérieur aussi, les colonnes se sont vidées et laissent place à des grands carrés vides. Une façon pour « le Temps » de souligner que sans ces journalistes, le média ne pourrait pas exister.

Comme des milliers d'autres Suissesses, les journalistes du « Temps » participent ce vendredi à une grève nationale des femmes aux revendications multiples : égalité salariale, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, reconnaissance du travail domestique... La manifestation, placée sous la devise « *plus de temps, plus d'argent et du respect* », intervient vingt-huit ans après la première grève historique des femmes, le 14 juillet 1991.

Si le taux de participation est encore difficile à évaluer, tant l'exercice de la grève est rare en Suisse, de nombreuses femmes se sont déjà rassemblées dans les rues du pays pour des marches, des déjeuners et d'autres événements organisés par des associations.

4 – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES – « Adoption d'une nouvelle charte éthique »

<https://www.msn.com/fr-be/actualite/monde/la-federation-internationale-des-journalistes-adopte-une-nouvelle-charte-ethique/ar-AACTf8u?li=BBqiQ9T>

Vendredi 14 juin 2019

Par BELGA

La Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui regroupe 187 syndicats à travers le monde, dont l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), a adopté vendredi à Tunis une nouvelle charte éthique mondiale afin de s'adapter aux enjeux contemporains, comme les réseaux sociaux.

Cette charte "va nous servir pendant de nombreuses années", s'est félicité Anthony Bellanger, secrétaire général de la FIJ. "Il était grand temps de revenir aux fondamentaux du métier, de rappeler ses principes professionnels, tout en y ajoutant des droits", a-t-il déclaré.

Les 16 articles de cette charte éthique reprennent les principes de la Charte de Bordeaux adoptée en 1954 en l'adaptant au contexte contemporain, notamment à travers la mention du secret des sources et des médias sociaux.

L'article 3 souligne que "le/la journaliste ne rapportera que des faits dont il/elle connaît l'origine" et "sera prudent dans l'utilisation des propos et documents publiés sur les médias sociaux".

Pour M. Bellanger, "l'accélération de la circulation de l'information pose des problèmes éthiques et de contenu."

"C'est pour cela qu'il est essentiel de rappeler ce triptyque composé de la déontologie, des bonnes conditions de travail et d'un bon salaire du journaliste", a-t-il ajouté.

Ces trois conditions sont "nécessaires à une bonne pratique du métier, car lorsqu'il y a un bon dialogue social au sein de l'entreprise, le travail est meilleur", selon lui.

La FIJ a par ailleurs condamné la convocation par les services de renseignement français de dix personnes, dont huit journalistes, après des articles sur les ventes d'armes françaises à l'Arabie Saoudite, estimant qu'il s'agissait d'"actes d'intimidation visant à identifier les sources des journalistes".

Créée en 1926, la FIJ affirme représenter 600.000 journalistes appartenant à 187 syndicats et organisations professionnelles présents dans plus de 140 pays.

À l'occasion du 30e congrès de la FIJ qui s'est tenu à Tunis, le journaliste marocain Younes M'Jahed a été élu nouveau président de la fédération.

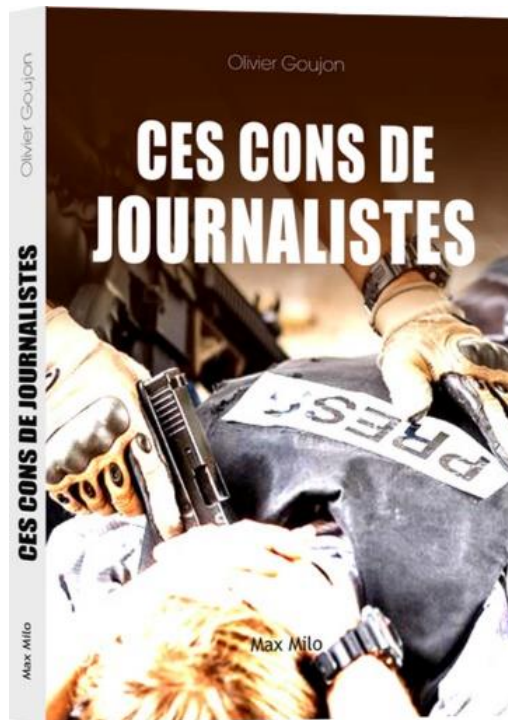
Une convention internationale pour la sécurité et l'indépendance des journalistes est également en cours de rédaction et sera soumise aux Nations Unies

5 – EDITION – « Ces cons de journalistes ! d'Olivier Goujon »

<https://www.acrimed.org/Lire-Ces-cons-de-journalistes-d-Olivier-Goujon>

Vendredi 14 juin 2019

Par Maxime Friot



Dans *Ces cons de journalistes !* (Max Milo, 2019), le journaliste et photoreporter Olivier Goujon revient, exemples et témoignages à l'appui, sur la détérioration des conditions de travail des journalistes.

En vingt chapitres thématiques, Olivier Goujon fait un état des lieux des contraintes qui pèsent sur les journalistes dans l'exercice de leur métier, et des conséquences qui en découlent sur la production de l'information.

À commencer par le photojournalisme. Reportages commandés (oralement...) puis annulés, rémunérations en chute libre : les photoreporters, notamment quand ils couvrent des zones de conflits à l'étranger, travaillent dans des conditions de plus en plus précaires, qui les conduisent à prendre des risques de plus en plus importants.

Personne ne vit plus du photoreportage. « Ou presque », chipoteront les chipoteurs. Certes, « ou presque », mais ce presque est tellement résiduel qu'il ne masque plus la misère d'un métier crevé, la déshérence de femmes et d'hommes déclassés.

Une précarité que connaissent de nombreux journalistes, qui luttent au jour le jour pour trouver des piges régulières, qui peuvent gagner moins de 1000 € par mois, et qui, parfois, se trouvent obligés par les rédactions à recourir à l'autoentrepreneuriat (alors que c'est illégal).

La rémunération de la pige se fait au feuillet, à la ligne, au signe, sans tenir compte, dans la plupart des cas, de la difficulté du sujet, du nombre d'interviews nécessaires ou, encore moins, (...) de la réflexion, de l'analyse ou des connaissances indispensables à la réalisation du papier.

Parmi les thèmes abordés, Olivier Goujon évoque celui des transformations de la presse magazine :

En 1995, quand je commence à travailler pour Prisma, j'ai des feuilles de salaire, des certificats de travail, une carte de presse, des commandes signées, des frais payés... Vingt ans après, je suis autoentrepreneur, je finance mes reportages, je n'ai plus de carte de presse française, ni de commandes signées, ni de certificats d'employeur...

Des mutations qui vont de pair avec une détérioration de la qualité de l'information :

La vente de Mondadori, comme la cession par appartements des magazines de Prisma Media, signifie d'abord la fin de la presse magazine des années 1990, et la victoire définitive de la publicité, de la finance et de la communication sur le journalisme [1].

Olivier Goujon revient aussi sur les pressions externes qui pèsent sur le journalisme, de l'accaparement de la plupart des grands médias par quelques milliardaires aux « *journalistes de la presse régionale [se trouvant] à la merci de potentats politiques locaux* ».

En mêlant témoignages de journalistes et description des évolutions du métier (en se penchant sur de nombreux cas, non abordés ici, comme, par exemple, les voyages de presse ou la loi sur les *fake news*), Olivier Goujon dresse un panorama des nombreuses logiques qui pèsent sur le travail quotidien des journalistes. Avec un bilan amer, mais lucide : les journalistes sont de plus en plus précaires et l'information sacrifiée, dans la presse magazine en particulier, tandis que « *les relations publiques et la publicité ont pris le pas sur le journalisme pour imposer un modèle de communication basé sur le divertissement au détriment de l'information.* »

[1] À ce sujet, lire notre article « *Reworld Media, un groupe de presse contre le journalisme* ». NDLR.

(Pour mémoire : Livre édité en janvier 2019).

6 – JOURNAL EN FRANCE – « Une soirée pour aider à sauver le journal "l'Humanité" »

https://www.lejdc.fr/coulanges-les-nevers-58660/actualites/une-soiree-pour-aider-a-sauver-le-journal-l-humanite-le-14-juin-a-coulanges-les-nevers_13582058/

Mercredi 12 juin 2019

Le PCF organise une soirée de soutien au journal "l'Humanité" vendredi 14 juin, à Coulanges-lès-Nevers. Un échange avec Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction du journal, précédera trois concerts.

En redressement judiciaire, *l'Humanité* est dans une situation critique. Le journal, fondé en 1904 par Jean Jaurès, est en période d'observation et doit apporter des gages de continuation au tribunal de commerce de Bobigny.

Pour cette raison, une vaste campagne de soutien est menée par le Parti communiste en particulier. Pendant sa campagne des européennes, le PCF avait déjà associé à ses réunions publiques des appels aux dons et aux abonnements. Vendredi 14 juin, une soirée de soutien est organisée à l'espace des Saules de Coulanges-lès-Nevers pour accompagner le mouvement.

À 18 h, un débat sur le pluralisme dans la presse, en présence de Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction de *l'Humanité*, précédera trois concerts à partir de 19 h. Au programme : Fortunate Sons, TouR BilloN'Cé et M.Bettini, trois groupes locaux qui ont répondu présents gracieusement.

La participation sera libre mais le public sera incité à contribuer au bénéfice, reversé intégralement à *l'Humanité*.

« Le pluralisme de la presse est en jeu »

Le but est aussi d'abonder la souscription nationale (donnant droit à 66 % de déduction fiscale) et d'augmenter le nombre d'abonnés, avec des offres à 27 € par mois. Enfin, des vignettes d'entrée à la prochaine Fête de *l'Huma* (13-15 septembre) seront proposées au tarif de 28 €.

Une fête dont le rayonnement dépasse celui du journal, avec trois jours de concerts et de rencontres. Or, « s'il n'y a plus de journal, il n'y a plus de fête », prévient Hélène Clerc, jeune militante pour qui ce rendez-vous surpasse tous les festivals.

Pour François Diot, secrétaire départemental du PCF, « le pluralisme de la presse est en jeu ». « C'est le journal de celles et ceux qu'on n'entend pas. Il a survécu à pire que ça, a même déjà été interdit, mais il y a le feu à la maison. Sa perte serait un coup porté à la démocratie. »

D'ailleurs, des élus de tous bords ont dit leur inquiétude au nom du pluralisme. La soirée ne s'adresse donc pas qu'aux militants du PCF mais à tous ceux qui reconnaissent le rôle de la presse d'opinion dans le paysage.

« C'est le branle-bas de combat. On va sauver *l'Huma* », insiste François Diot. La soirée de vendredi entend bien y contribuer.

7 – GOUVERNEMENT AUX COMORES – « Marquée par la continuité, la nouvelle équipe gouvernementale est formée de quinze membres »

<https://www.youpost.fr/depeches/comores-un-nouveau-gouvernement-sous-le-signe-de-la-continuite-actualites-14062019/>

Jeudi 14 juin 2019

La présidence comorienne a publié jeudi la liste du premier gouvernement sous le nouveau mandat du chef de l'Etat Azali Assoumani, réélu en mars dernier.

Marquée par la continuité, la nouvelle équipe gouvernementale est formée de quinze membres, dont trois secrétaires d'Etat répartis équitablement entre les îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et qui font leur première entrée dans un gouvernement.

Les principaux portefeuilles demeurent inchangés, comme par exemple pour Saïd Ali Saïd Chayhane (Finances et Budget), Souef Mohamed El Amine (Affaires étrangères), Mohamed Daoudou (Intérieur) ou encore Mohamed Housseine Djamalilail (Justice).

On notera l'entrée d'anciens ministres tels que Houmed Msadié, aujourd'hui chargé de l'Economie, des Investissement et de l'Énergie, ou encore d'Ahmed Saïd Jaffar (Postes, Télécommunications et Economie numérique).

Enfin, le gouvernement compte deux femmes : Loub Yacout Zaidou, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre, et Chamina Mohamed, secrétaire d'Etat au Tourisme et à l'Artisanat.

Investi le 26 mai dernier, M. Assoumani avait été réélu fin mars pour un nouveau quinquennat renouvelable selon la nouvelle Constitution du 30 juillet 2018. Cette réélection a été fortement contestée par l'opposition comorienne.



Azali Assoumani

8 – MEDIAS EN ASIE – « A Siem Reap, un sommet des médias régionaux sans liberté de la presse »

<https://lepetitjournal.com/cambodge/actualites/siem-reap-un-sommet-des-medias-regionaux-sans-liberte-de-la-presse-259485>

Jeudi 13 juin 2019

L'Asia Media Summit est organisé du 10 au 14 juin à Siem Reap. Ce forum, destiné aux professionnels des médias en Asie, n'a pas inscrit à son ordre du jour la question de la liberté de la presse, ce qui a suscité de vives réactions parmi les organisations de défense de la liberté d'expression.

Le sommet a été organisé par l'Asia-Pacific Institute for Broadcasting Development, établi en partenariat avec l'UNESCO. *« Il est absurde que cet événement lié à l'ONU se tienne au Cambodge alors que le gouvernement a fermé tous les journaux indépendants, interdit les radios critiques de diffuser, et contrôle toutes les chaînes de télévision »,* s'insurge Phil Robertson, directeur adjoint Asie pour l'ONG Human Rights Watch.

« Il est très regrettable que le sommet n'inclue pas la question de la liberté de la presse dans son ordre du jour, car il s'agit d'un des problèmes les plus importants auxquels les Cambodgiens - notamment les organisations de la société civile et les médias - font face », a déclaré Sophal Sek, du Centre cambodgien pour les médias indépendants. *« Si le sommet n'aborde pas cette question, cela limitera sa signification et les valeurs qu'il représente ».*

Fake news

Un des sujets abordés par le forum est la lutte contre les fake news. Le premier ministre Hun Sen a fait plusieurs fois part de sa volonté de faire adopter une législation sur ce sujet. Pour Sophal Sek, du Centre cambodgien pour les médias indépendants, il est légitime de discuter des fake news *« si et seulement si la discussion ne porte pas uniquement sur la rédaction de loi punissant ceux qui sont accusés de disséminer des fausses informations, car il existe beaucoup d'autres moyens de lutter contre la désinformation ».*

D'autres pays de la région, comme Singapour, ont déjà adopté des lois sur les fake news, suscitant de nombreuses craintes de la part des médias et commentateurs. *« Etant donné que la liberté de la presse est de plus en plus menacée dans la région, il est très préoccupant que la question des libertés d'expression et de la presse ne soient pas abordées dans le cadre de l'Asia Media Summit »,* s'inquiète Chak Sopheap, directrice exécutive du Centre cambodgien pour les droits de l'homme.

Rhona Smith, la rapporteure de l'ONU sur les droits de l'homme au Cambodge, a indiqué le 9 mai dernier qu'elle était préoccupée par *« réticence générale à s'exprimer au Cambodge, de peur d'être surveillé ou arrêté ».*

Dans le classement mondial de la liberté de la presse 2019 établi par Reporters sans frontières, le Cambodge se classe désormais en 143e position sur 180 pays. En 2017, il se classait en 132e position. Une dégringolade justifiée par la fermeture en septembre 2017 d'une trentaine de radios et du quotidien anglophone Cambodia Daily.

Seul signe positif de la part du gouvernement, le ministère de l'information a annoncé fin mai après une rencontre avec des représentants de l'ambassade des Etats-Unis qu'il donnait son accord de principe pour permettre à la radio Voice of America (VOA) de réouvrir un bureau de représentation au Cambodge.

9 – FACEBOOK – « Facebook supprime des fonctions du Graph Search pour limiter la facilité de recherche poussée »

https://www.rtbf.be/info/medias/detail_facebook-supprime-des-fonctions-du-graph-search-pour-limiter-la-facilite-de-recherche-poussee?id=10245968

Vendredi 14 juin 2019

Critiqué pour sa gestion des données personnelles de ses usagers, Facebook a décidé de limiter les possibilités de faire certaines recherches poussées sur la plateforme. Mais cette décision fait aussi des mécontents : les journalistes et ONG qui se servaient de cet outil pour enquêter.

Le réseau social a annoncé cette semaine suspendre certaines fonctions de son moteur de recherche "*Graph Search*", qui permet par exemple à un utilisateur de savoir qui dans sa liste d'amis est amateur de tel groupe de musique ou vit dans telle ville. Même s'il ne permettait d'accéder qu'à des données publiques librement divulguées par les utilisateurs, cet outil avait dès son lancement en 2013 été très critiqué.

Dans sa version avancée, il permettait en effet d'accéder facilement à une multitude de données et de contenus sur les usagers ("*likes*", commentaires, etc), laissant la porte ouverte à des abus, notamment au "*stalking*", le fait de traquer des gens pour les surveiller.

Même si ces fonctionnalités restaient largement méconnues du grand public, des sites avaient fleuri aux quatre coins d'internet pour exploiter facilement le "*Graph Search*" de Facebook.

L'un d'entre eux, stalkscan.com, indique sur sa page d'accueil que depuis le 6 juin, on ne peut plus y chercher photos, posts ou "*likes*" que sur son propre profil, en raison des changements opérés par Facebook.

"Fact-checkers"

Même chose pour peoplefindthor.dk, qui permettait de rechercher des profils selon l'âge, l'emploi, les idées politiques... et qui est désormais "*indisponible*".

Mais si les défenseurs de la vie privée peuvent saluer la décision de Facebook, elle lui vaut aussi de nouvelles salves de critiques venant de journalistes, de militants des droits humains et autres chercheurs qui se servaient de ces outils pour repérer des criminels de guerre ou des personnes se livrant à la traite d'êtres humains.

Ironie du sort, alors que le réseau social est vilipendé pour sa gestion jugée laxiste et opaque des données personnelles de ses usagers, le site stalkscan.com lui reproche d'avoir rendu "*+Graph Search+ moins transparent*" ...

"Nous avons mis en pause certains aspects de +Graph Search+ en fin de semaine dernière (...) et nous discutons avec les chercheurs pour en savoir plus sur la façon dont ils utilisaient cet outil", a indiqué Facebook dans un courriel à l'AFP.

Autre paradoxe, ces instruments étaient utiles aux "fact-checkers" externes --dont l'AFP fait partie- ayant noué un partenariat avec Facebook. Le réseau social a fait de "la vérification des faits" un axe majeur de lutte contre les infox et manipulations qui pullulent sur sa plateforme.

Ces limitations rendent plus difficile la recherche de publications sur des sujets allant des crimes de guerre au mouvement anti-vaccins, explique Jennifer Grygiel, spécialiste des réseaux sociaux à l'Université de Syracuse (est).

Acrobatique

"Ces changements compliquent beaucoup la possibilité d'enquêter sur les crimes de guerre" par exemple, abonde sur Twitter le journaliste Eliot Higgins, fondateur du groupe d'investigation Bellingcat.

Cela limite aussi les possibilités pour les chercheurs d'enquêter sur Facebook lui-même et ses tentatives de filtrer les contenus haineux ou racistes, pointe Mme Grygiel.

"Des chercheurs comme moi s'en servaient pour montrer combien Facebook est mauvais en termes de modération de contenus", dit-elle.

"Graph Search" permettait aussi de mesurer l'ampleur des informations accumulées par le réseau social.

Il *"était utilisé à la fois de façon abusive mais aussi de façon légitime"*, résume pour sa part Adi Kamdar, de la Columbia University à New York, qui voit dans la décision du réseau social *"une obstruction"*.

"La recherche et le journalisme dans le domaine du numérique servent l'intérêt général en aidant le public à mieux comprendre les réseaux sociaux", insiste Adi Kamdar.

Inquiétude aussi pour le journaliste d'investigation Michael Hayden, du Southern Poverty Law Center, un centre de réflexion qui surveille les activités des groupes extrémistes.

"Le plus grand danger serait que ces changements leur permettent de s'organiser en secret sur la plateforme (...), surtout ceux qui organisent des actions violentes ou terroristes", dit-il.

"Tout outil permettant de réunir des données peut être utilisé à des fins positives aussi bien que malveillantes", explique Casey Fiesler, enseignante à l'Université du Colorado, résumant bien la position très acrobatique de Facebook sur ce sujet.

L'universitaire ajoute qu'elle préférerait que Facebook permette certaines recherches légitimes de données *"plutôt que de tout fermer"*.

10 - – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE – « Naissance, enfin, de la section Tunisie de l'UPF » (composition de son bureau)

<https://www.webmanagercenter.com/2019/06/17/436044/naissance-enfin-de-la-section-tunisie-de-lunion-de-la-presse-francophone/>

Lundi 17 juin 2019

La section Tunisie de l'Union de la presse francophone (UPF) a été officiellement créée, samedi 15 juin 2019, lors d'une assemblée constitutive à Tunis.

Zara Nazarian, secrétaire générale de l'UPF, a indiqué que le lancement de cette structure intervient après plusieurs tentatives qui ont eu lieu durant des années. " La création de cette section coïncide, pour notre grand intérêt, avec la tenue du Sommet de la Francophonie l'année prochaine en Tunisie ", a souligné Nazarian, rappelant que l'UPF organise régulièrement les assises de la presse internationale parallèlement au Sommet de la Francophonie, auxquelles 350 journalistes francophones assistent.

Sur l'apport de la création de la section Tunisie pour le secteur de la presse, Nazarian a indiqué que l'UPF organise régulièrement des sessions de formation dans plusieurs pays en fonction des besoins et des demandes concrètes.

Un Comité provisoire a été créé au mois de mai afin de coordonner l'organisation de l'assemblée constitutive de la section Tunisie de l'UPF, a relevé pour sa part Hanen Zbiss, membre du comité. Une vingtaine de journalistes tunisiens francophones ont présenté leurs dossiers de candidature depuis le lancement de l'appel à adhésion. "

L'idée étant d'avoir une structure où les journalistes francophones, devenus de nos jours une minorité dans le secteur, peuvent agir pour promouvoir la presse francophone et la liberté d'expression en général ", a-t-elle souligné.

L'assemblée a également été consacrée à l'élection des membres du bureau exécutif composé de cinq membres :

Présidente : Hanène Zbiss

Secrétaire général : Mourad Sellami

Trésorier : Omar El Oudi

Vice-présidente : Yosr Belkhiria

Secrétaire général adjoint : Abdel Aziz Hali.

L'UPF est une organisation internationale de journalistes fondée en 1960, précédant la création de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), a expliqué Nazarian, relevant qu'il s'agit aussi de la première organisation francophone professionnelle. Elle compte près de 50 sections actives dans une centaine de pays à travers le monde.

11 – DECES ANCIEN PRESIDENT EN EGYPTE – « L'ex-président égyptien Mohamed Morsi meurt après un malaise au tribunal »

[HTTPS://WWW.LEMONDE.FR/AFRIQUE/ARTICLE/2019/06/17/L-ANCIEN-PRESIDENT-EGYPTIEN-MOHAMED-MORSI-MEURT-PENDANT-UNE-COMPARUTION-AU-TRIBUNAL_5477560_3212.HTML](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/17/l-ancien-president-egyptien-mohamed-morsi-meurt-pendant-une-comparution-au-tribunal_5477560_3212.html)

Lundi 17 juin 2019

Le Monde avec AFP et Reuters

L'ex-président égyptien Mohamed Morsi meurt après un malaise au tribunal

Celui qui est devenu en 2012, le premier président librement élu de l'histoire de l'Égypte était en prison depuis six ans.

L'ancien président égyptien Mohamed Morsi est mort après avoir été victime d'un malaise pendant une comparution au tribunal, rapporte, lundi 17 juin, la télévision d'Etat. Selon des sources sécuritaire et judiciaire, M. Morsi, en détention depuis 2013, a parlé devant le tribunal avant de s'effondrer. Il a été emmené à l'hôpital, où il est mort, à l'âge de 67 ans. Selon le parquet, l'autopsie n'a rien révélé d'anormal.

Issu du mouvement islamiste des Frères musulmans, Mohamed Morsi était devenu, en 2012, le premier président civil librement élu de l'histoire de l'Égypte, un an après la chute de son prédécesseur Hosni Moubarak.

Procès de masse

Un an plus tard, il avait lui-même été renversé par l'ex-chef de l'armée, Abdel Fattah Al-Sissi, devenu président et qui dirige aujourd'hui le pays d'une main de fer. A la suite de la destitution de Mohamed Morsi, policiers et soldats ont tué plus de 1 400 manifestants pro-Morsi, et plus de 15 000 Frères musulmans ou sympathisants ont été emprisonnés. Des centaines de ses partisans ont été condamnés à mort dans des procès de masse parfois expédiés en quelques minutes.

Mohamed Morsi purgeait plusieurs peines de prison, dont une de vingt ans pour avoir ordonné le meurtre de manifestants en 2012 et une pour espionnage au profit du Qatar, avec lequel il aurait partagé des documents confidentiels.

Il comparait lundi dans une autre affaire d'espionnage en raison de contacts jugés suspects avec le Hamas palestinien. Le Qatar héberge le guide spirituel des Frères musulmans et le Hamas est une émanation de la confrérie.

Selon des sources proches des services de sécurité, les forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte, notamment dans la province de Charkiya, région natale de Mohamed Morsi, dans le delta du Nil, où il doit être inhumé.

D'après son avocat Abdel-Menem Abdel-Maksoud, il n'était pas en bonne santé : « *Nous avons fait plusieurs demandes de traitement. Certaines ont été acceptées mais pas d'autres.* »

Le chef d'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan, qui était l'un des principaux soutiens de M. Morsi, a rendu hommage lundi à celui qu'il considère comme un « *martyr* » : « *Que Dieu accorde à notre martyr, notre frère Morsi, sa miséricorde* », a-t-il déclaré. L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a quant à lui exprimé « *sa profonde tristesse* ».

Considéré comme une marionnette

Issu d'une famille d'agriculteurs, Mohamed Morsi s'était affiché lors de la présidentielle de 2012 comme le garant des idéaux démocratiques de la révolte de 2011 déclenchée par la jeunesse libérale et laïque, mais à laquelle les Frères s'étaient ralliés, par opportunisme, selon leurs détracteurs. Il avait été surnommé « *la roue de secours* », remplaçant de dernière minute du premier choix des Frères musulmans, l'homme d'affaires Khairat Al-Chater, inéligible, mais avait remporté le scrutin, de justesse, face à un cacique du régime de Hosni Moubarak.

Les manières simples et l'air affable de M. Morsi, marié et père de cinq enfants, avaient contribué à un certain état de grâce durant ses premiers mois de présidence. Puis il s'est rapidement attiré les foudres d'une grande partie de la population qui l'accusait d'être une « *marionnette* » aux mains des Frères, en les aidant à accaparer tous les pouvoirs, tout en étant incapable de rétablir la sécurité ou de relancer une économie à genoux.

Dans un pays sous la férule de l'armée depuis des décennies, les pro-Morsi soulignent qu'il a tenté d'évincer les militaires des principaux rouages de l'Etat, ce qui a causé sa perte. Les crises se sont succédé, et un an après son élection, le 30 juin 2013, des millions d'Egyptiens sont descendus dans la rue pour réclamer son départ.

Ses détracteurs retiennent ses discours interminables souvent inintelligibles et ses maladresses et gaffes protocolaires lors des rencontres avec des chefs d'Etat. Depuis sa destitution par l'armée, Mohammed Morsi a été condamné à un total de quarante-cinq ans de prison dans deux affaires – incitation à la violence contre des manifestants fin 2012 et espionnage au profit du Qatar.



Mohammed Morsi